



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AC

PRÉFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
Bureau de l'Environnement  
Affaire suivie par Mlle Sylvie INGOLD  
☎ 03 87 34 88 29  
fax 03 87 34 85 15  
internet : sylvie.ingold@moselle.pref.gouv.fr

**ARRÊTE**

N° 2000-AG/2- *MS*

en date du 30 MAI 2000

***engageant à l'encontre de la Société HERGOTT V. SA, la  
procédure de consignation pour la remise en état et la  
présentation d'un dossier de mise à l'arrêt définitif de sa  
carrière à ciel ouvert de sables et graviers située sur le  
territoire de la commune de WOIPPY – Parcelles 23 et  
154P en section 38.***

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU la loi N° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment, son article 23 ;

VU le décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour application de la loi susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral N° 96-AG/2-213 du 25 avril 1996, autorisant la Société SA Béton et Granulats Ile de France (B.G.I.E.) à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de WOIPPY ;

VU l'arrêté préfectoral N° 99-AG/2-033 du 11 février 1999, mettant en demeure la Société SA Béton et Granulats Ile de France (B.G.I.E.) de présenter un

dossier de mise à l'arrêt définitif et de remettre le site en état de la carrière de WOIPPY, visée ci-dessus ;

VU l'arrêté préfectoral N° 99-AG/2-58 du 15 mars 1999, autorisant le changement d'exploitant au profit de la Société HERGOTT V. pour ce qui concerne l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de WOIPPY – Parcelles 23 et 154P en section 28 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 17 avril 2000 ;

CONSIDERANT que la Société HERGOTT V. n'a pas déféré aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 11 février 1999 susvisé et les raisons ayant motivé cet arrêté non satisfaites ;

CONSIDERANT que la procédure de mise à l'arrêt définitif n'a pas été respectée et qu'il y a lieu de poursuivre les contraintes sur la Société HERGOTT V., tendant à lui faire procéder aux travaux de remise en état et à l'élaboration d'un dossier d'arrêt définitif pour sa carrière susvisée ;

CONSIDERANT les sanctions administratives prises à l'encontre de la Société HERGOTT par arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 15 janvier 1999, du 17 août 1999 et de consignation du 20 janvier 2000 pris par la Préfecture de la MARNE dans le cadre de la remise en état de sa carrière située à SAINT-MARTIN-aux-CHAMPS, « Le Pré Chaumont », dans le département de la MARNE ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

**Arrête:**

**Article premier**

La procédure de consignation prévue à l'article 23 a) de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 susvisée est engagée à l'encontre de la Société HERGOTT V., dont le siège social est situé Route de Thionville – B.P. n° 36 – 57143 WOIPPY.

A cet effet, un titre de perception d'un montant de 200 000 F (deux cents mille francs) correspondant au coût des travaux de remise en état du site et à l'élaboration d'un dossier de mise à l'arrêt définitif de sa carrière est rendu immédiatement exécutoire.

Le site réaménagé devra être dans un état tel qu'il ne se manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article premier de la loi du 19 juillet 1976.

**Article 2**

Monsieur le Trésorier Payeur Général de la Moselle désignera le comptable public chargé du recouvrement de cette somme.

**Article 3**

La restitution de la somme consignée ne peut avoir lieu qu'après présentation du dossier de mise à l'arrêt susvisé et exécution des travaux de remise en état demandés à l'article premier du présent arrêté et qu'après avis de l'Inspecteur des Installations Classées.

**Article 4**

La présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès de Madame le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

**Article 5**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,  
Monsieur le Trésorier Payeur Général de la Moselle,  
Monsieur le Sous-Préfet de METZ-CAMPAGNE,  
Monsieur le Maire de la commune de WOIPPY,  
Les Inspecteurs des Installations Classées,  
et tous les Agents de la Force Publique

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié, sous pli recommandé, à la Société HERGOTT V.

METZ, le 30 MAI 2000

LE PREFET,

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Marcel André GANTBENO

